

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,  
 Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
 V. GLATIGNY  
 De Minister van Onderwijs,  
 C. DESIR

---

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 61-1. - Commissieverslag, nr. 61-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 61-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 27 april 2020.



MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2020/30912]

**27 AVRIL 2020. — Décret contenant le règlement définitif  
 du budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 2011 (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

PREMIERE PARTIE. — SERVICES D'ADMINISTRATION  
 GENERALE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

ANNEE BUDGETTAIRE 2011

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1<sup>er</sup>. Fixation des crédits dissociés d'engagement

**Article 1<sup>er</sup>.** Les crédits d'engagement alloués par décrets budgétaires pour l'année budgétaire 2011, s'élèvent à 104.878.000 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 2)

§ 2 Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

**Art. 2.** Les engagements de dépenses imputés à charge de ces crédits s'élèvent à 102.127.458,63 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 5).

**Art. 3.** Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 2.750.541,37 euros (annexe tableau 2.2.1 colonne 7). Conformément aux dispositions des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, ce montant est annulé. (annexe tableau 2.2.1 colonne 9).

§ 3. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'engagement

**Art. 4.** Les crédits variables d'engagement affectés pour les engagements de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 69.118.753,78 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 3).

Le solde de départ au 1<sup>er</sup> janvier 2011, augmenté des réductions de visas sur années antérieures étant de + 83.820.748,68 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 2), le disponible en engagements à charge des crédits variables s'élève pour l'année 2011 à 156.858.531,20 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l' article 16 du décret du 15 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2011 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

§ 4. Fixation des engagements à charge des fonds budgétaires (crédits variables)

**Art. 5.** Les engagements de dépenses à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 90.621.898,15 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 5)

**Art. 6.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 4 et 5 ci-dessus, le disponible en engagement – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2011 à 66.236.633,05 euros (annexe tableau 2.2.4 engagements colonne 6).

Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1<sup>er</sup> Fixation des recettes

**Art. 7.** Les prévisions de recettes en faveur de la Communauté française s'élèvent pour l'année budgétaire 2011 à la somme de 8.729.472.000 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 2)

Ce montant se décompose de la manière suivante

(en euros)

|   |               |
|---|---------------|
| - recettes fiscales et générales courantes    | 8.729.397.000 |
| - recettes fiscales et générales en capital : | 75.000        |

**Art. 8.** Les recettes budgétaires de l'année 2011 s'élèvent à 8.719.218.655,56 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 4).

Ce montant se décompose de la manière suivante :

(en euros)

|   |                  |
|---|------------------|
| - recettes fiscales et générales courantes :  | 8.719.105.584,85 |
| - recettes fiscales et générales en capital : | 113.070,71       |

**Art. 9.** Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 0 euros (annexe tableau 2.2.2 colonne 5)

Ce montant se décompose de la manière suivante

a. droits annulés ou portés en surséance indéfinie (annexe tableau 2.2.2 colonne 6)

(en euros)

|  |  |
|--|--|
| - recettes fiscales et générales courantes : |  |
| - recettes fiscales et générales en capital  |  |

b. droits reportés à l'année budgétaire 2012 (annexe tableau 2.2.2 colonne 7)

|  |  |
|--|--|
| - recettes fiscales et générales courantes : |  |
| - recettes fiscales et générales en capital  |  |

## § 2 Fixation des crédits de dépenses

**Art. 10.** Les décrets budgétaires concernant l'année budgétaire 2011 ont accordé 9.122.436.000 euros pour l'ordonnancement des dépenses et les ont répartis de la manière suivante :

(annexe tableau 2.2.3 colonne 2).

|                          |               |
|--------------------------|---------------|
| Crédits d'ordonnancement | 63.515.000    |
| Crédits non dissociés    | 9.058.921.000 |

**Art. 11.** Les autorisations de dépenses résultant de l'article 10 sont augmentées des crédits reportés de l'année budgétaire précédente pour un montant de 244.272.946,81 euros en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 se décomposant comme suit (annexe tableau 2.2.4 colonne 3):

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| Crédits d'ordonnancement |                |
| Crédits non dissociés    | 244.272.946,81 |

**Art. 12.** En vertu des articles 10 et 11 qui précèdent, le total des autorisations de dépenses allouées disponibles pour l'année budgétaire 2011 s'élève à 9.366.708.946,81 euros (annexe tableau 2.2.3, colonne 4). Ces autorisations de dépenses se répartissent comme suit :

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| Crédits d'ordonnancement | 63.515.000       |
| Crédits non dissociés    | 9.303.193.946,81 |

## § 3 Fixation de la situation des dépenses

**Art. 13.** Les dépenses imputées à charge de l'année budgétaire 2011 se montent à 9.001.208.050,43 euros dont

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| Crédits d'ordonnancement | 56.276.743,74    |
| Crédits non dissociés    | 8.944.931.306,69 |

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 5)

**Art. 14.** De ce montant, il a été justifié à la Cour des Comptes un montant de 9.001.208.050,43 euros dont :

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| Crédits d'ordonnancement | 56.276.743,74    |
| Crédits non dissociés    | 8.944.931.306,69 |

(annexe tableau 2.2.3, colonne 6)

**Art. 15.** Il résulte de la comparaison des articles 13 et 14 qu'il n'y a aucune dépense à régulariser en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.3, colonne 7).

#### § 4 Règlement des crédits

**Art. 16.** La comparaison entre les autorisations de dépenses (article 12) et les opérations imputées (article 13) fait ressortir une différence pour l'année budgétaire 2011 de 365.500.896,38 euros se répartissant comme suit :

|                          |                |
|--------------------------|----------------|
| Crédits d'ordonnancement | 7.238.256,26   |
| Crédits non dissociés    | 358.262.640,12 |

**Art. 17.** Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 2011 effectuées au-delà ou en l'absence de crédits, il est accordé des crédits complémentaires s'élevant à 17.723.344,56 euros dont :

|                          |               |
|--------------------------|---------------|
| Crédits d'ordonnancement |               |
| Crédits non dissociés    | 17.723.344,56 |

Ces crédits sont répartis ainsi que mentionné à l'annexe tableau 2.2.6).

**Art. 18.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 16 et 17, le montant des crédits disponibles au 31 décembre 2011 comprend :

(annexe tableau 2.2.3, colonnes 11 et 12). (En euros)

|  | Crédits d'ordonnancement | Crédits non dissociés | total          |
|--|--------------------------|-----------------------|----------------|
| Crédits à annuler                                | 7.238.256,26             | 103.403.165,77        | 110.641.422,03 |
| Crédits à reporter à l'année budgétaire suivante |                          | 272.582.818,91        | 272.582.818,91 |

#### § 5 Résultat général des recettes et des dépenses du budget 2011

**Art. 19.** Le résultat général du budget de l'année budgétaire 2011 se présente comme suit :

Les recettes s'élèvent à 8.719.218.655,56 euros

Les dépenses s'élèvent à 9.001.208.050,43 euros

En conclusion, compte non tenu des crédits variables et de la section particulière,

Les dépenses excèdent les recettes de 281.989.394,87 euros

#### CHAPITRE III. — Recettes et dépenses relatives aux fonds budgétaires (crédits variables)

##### § 1. Fixation des recettes affectées

**Art. 20.** Les recettes imputées de cette nature s'élèvent pour l'année budgétaire 2011 à 69.118.753,78 euros (annexe tableau 2.2.2 recettes affectées colonne 4) dont

|                     |               |
|---------------------|---------------|
| Recettes courantes  | 68.933.197,61 |
| Recettes en capital | 185.556,17    |

##### § 2. Fixation des fonds budgétaires (crédits variables) d'ordonnancement

**Art. 21.** Les crédits variables d'ordonnancement affectés pour les ordonnancements de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 69.118.753,78 (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 3)

Le solde de départ au 1 janvier 2011 étant de 103.040.534,34 euros le disponible en ordonnancement sur les crédits variables s'élève à 172.159.288,12 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancement colonne 4).

Par dérogation au § 4 de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, l' article 16 du décret du 15 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 2011 a autorisé des avances de trésorerie et la situation débitrice de certains crédits variables.

##### § 3. Fixation des dépenses à charge des crédits variables

**Art. 22.** Les ordonnancements imputés à charge des crédits variables d'ordonnancement de l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 86.722.973,56 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 5).

**Art. 23.** Par suite des dispositions contenues dans les articles 21 et 22 ci-dessus, le disponible en ordonnancements – crédits variables s'élève à la fin de l'année budgétaire 2011 à 85.436.314,56 euros (annexe tableau 2.2.4 ordonnancements colonne 6). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire suivante.

#### CHAPITRE IV. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

**Art. 24.** Les décrets budgétaires de l'année 2011 ont évalué les recettes et dépenses pour la section particulière du budget de la Communauté française ainsi qu'il suit :

|                                      |              |
|--------------------------------------|--------------|
| - Recettes                           | (en euros)   |
| - Dépenses                           | 2.923.724,08 |
| (annexe tableau 2.2.5 colonnes 2,3). | 0            |

**Art. 25.** Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier 2011 s'élevait à 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 8)

La recette de 2.923.724,08 euros a été encaissée (annexe tableau 2.2.5, colonne 4)

**Art. 26.** Aucune dépense n'a été imputée (annexe tableau 2.2.5, colonne 5).

Il n'existe donc aucune dépense restant à régulariser pour lesquelles il est fait application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 (annexe tableau 2.2.5, colonne 6).

**Art. 27.** La différence entre les recettes perçues et les dépenses imputées dans l'année budgétaire s'élève à 2.923.724,08 euros (annexe tableau 2.2.5, colonne 7).

Compte tenu du total disponible pour les dépenses de l'année budgétaire 2011, tel que déterminé à l'article 25 et des dépenses reprises à l'article 26, le solde disponible au 31 décembre 2011 à la section particulière du budget de la Communauté française s'établit à 0 euros (annexe tableau 2.2.5 colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire suivante.

#### CHAPITRE V. — *Résultat global*

**Art. 28.** Tous services réunis, budget, crédits variables et section particulière, compte tenu des articles 19, 21, 22 et 27 du présent décret, le résultat global du budget 2011 se présente comme suit (en euros) :

Budget sensu stricto : - 281.989.394,87

crédits variables : - 17.604.219,78

section particulière : + 2.923.724,08

Total : -296.669.890,57

### DEUXIEME PARTIE. — OPERATIONS EFFECTUEES EN EXECUTION DES BUDGETS DES SERVICES A GESTION SEPARÉE DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

#### CHAPITRE I. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution des budgets des services à gestion séparée du ministère de la Communauté française*

##### § 1<sup>er</sup> fixation des recettes

**Art. 29.** Les prévisions de recettes annuelles s'élèvent à 357.120.891,99 euros.

Les recettes pour l'année budgétaire 2011 s'élèvent à 452.012.249,90 euros.

Le solde disponible au 1<sup>er</sup> janvier de l'année s'élève à 284.073.747,73 euros.

Les recettes de l'année et le disponible au 1<sup>er</sup> janvier constituent un disponible pour les dépenses de l'année 2011 de 736.085.997,63 euros.

##### § 2 .fixation des dépenses

**Art. 30.** Les prévisions de dépenses s'élèvent à 328.760.296,83 euros.

Les dépenses sont fixées à la somme de 447.279.862,83 euros.

##### § 3. résultat budgétaire

**Art. 31.** Par suite des articles 29 et 30, le résultat budgétaire de l'année est fixé au montant de + 4.732.387,07 euros.

Le disponible au 31 décembre 2011 est fixé au montant de 288.806.134,80 euros ; Il sera reporté à l'exercice budgétaire suivant.

### TROISIEME PARTIE. — ORGANISMES D'INTERET PUBLIC DE LA CATEGORIE A

#### Wallonie-Bruxelles-International (WBI)

##### • RECETTES

Les prévisions, à 65.012.000

Les recettes imputées, à 58.016.266,48

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 6.995.733,52

##### • DEPENSES

Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à 75.036.300

Les dépenses imputées, à 27.029.887,74

##### • RESULTAT

Le résultat des recettes et des dépenses du C.G.R.I., à 30.986.378,74

- soit les recettes de l'année, de 58.016.266,48

- moins les dépenses, de 27.029.887,74

#### Fonds d'égalisation des budgets (Fonds)

##### • RECETTES

Les prévisions, à 0

Les recettes imputées, à 0

La différence entre les prévisions et les recettes imputées, à 0

|  |   |
|--|---|
| Les crédits alloués par les décrets budgétaires, à   | 0 |
| Les dépenses imputées, à                             | 0 |
| Le montant des crédits à annuler, à                  | 0 |
| <b>• RESULTAT</b>                                    |   |
| Le résultat des recettes et des dépenses du Fonds, à | 0 |
| - soit les recettes de l'année, de                   | 0 |
| - moins les dépenses, de                             | 0 |

Conformément à l'article 6 § 3 de la loi du 16 mars 1954, les comptes des organismes de la catégorie A sont établis sous l'autorité du ministre dont ils relèvent et font l'objet d'un projet de règlement du budget.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 27 avril 2020.

P.-Y. JEHOLET,  
Ministre-Président

Fr. DAERDEN,  
Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur WBE  
B. LINARD,

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes  
V. GLATIGNY,

Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

C. DESIR,  
Ministre de l'Education

---

Note

(1) **Session 2019-2020**

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 62-1. – Rapport de commission, n°62-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 62-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 27 avril 2020.

---

( 17 ) 197 (2015-2016) — N° 1  
COMTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2011  
ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2011 / 16

ANNEXE 2.2 – TABLEAUX RELATIFS AU COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DES SERVICES D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 2.2.1 Engagements à la charge des crédits dissociés
- 2.2.2 Compte d'exécution du budget des recettes
- 2.2.3 Compte d'exécution du budget des dépenses
- 2.2.4 Compte d'exécution des recettes, des engagements et des ordonnancements des crédits variables
- 2.2.5 Compte d'exécution des recettes et des ordonnancements de la section particulière
- 2.2.6 Dépassements de crédits

197 (2015-2016) — N° 1

( 18 )

COMPTE D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011  
ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DEFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011 / 17

**2.2.1 - ENGAGEMENTS À LA CHARGE DES CRÉDITS DISSOCIÉS**

| Budget  | Crédits affectés par décrets | Crédits reportés de l'année précédente | Total des crédits     | Engagements comparabilisés pendant l'année | DIFFÉRENCE ENTRE LES CRÉDITS ET LES ENGAGEMENTS COMPTABILISÉS |                                  |                                     |
|---|------------------------------|--|-----------------------|--|---|----------------------------------|-------------------------------------|
|   |                              |  |                       |  | Engagements excédant les crédits                              | Crédits excédant les engagements |                                     |
|   |                              |  |                       |  |   | Crédits disponibles              | Crédits reportés à l'année suivante |
| Chapitre I - Services généraux  | 7.055.000,00                 | -                                      | 7.055.000,00          | 6.565.000,00                               | -   | 500.000,00                       | -                                   |
| Chapitre II - Santé, Affaires sociales, Culture, Audiovisuel et Sport | 61.830.000,00                | -                                      | 61.830.000,00         | 59.745.575,18                              | -   | 2.084.424,82                     | -                                   |
| Chapitre III - Éducation, Recherche et Formation                      | 35.983.000,00                | -                                      | 35.983.000,00         | 35.816.883,45                              | -   | 166.116,55                       | -                                   |
| Chapitre IV - Dette   | -                            | -                                      | -                     | -  | -   | -                                | -                                   |
| Chapitre V - Dotations  | -                            | -                                      | -                     | -  | -   | -                                | -                                   |
| <b>BUDGET GÉNÉRAL</b>   | <b>104.878.000,00</b>        | -                                      | <b>104.878.000,00</b> | <b>102.127.458,63</b>                      | -   | <b>2.750.541,37</b>              | -                                   |
|   |                              |  |                       |  |   |                                  | <b>2.750.541,37</b>                 |

COMPTÉ D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011  
 ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DEFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011 / 18

**2.2.2 - COMPTE D'EXÉCUTION DES RECETTES**

| NATURE DES RECETTES                         | Prévisions              | SITUATION DES RECETTES  |                         |   |  |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|---|--|
|   |                         | Droits constatés        | Recettes imputées       | Déférence entre droits constatés et recettes imputées | À annuler ou à porter en surcharge indéfinie |
| <b>Recettes courantes</b>                   |                         |                         |                         |   |  |
| Recettes fiscales                           | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00  | 0,00   |
| Recettes générales                          | 8.729.397.000,00        | 8.719.105.584,85        | 8.719.105.584,85        | 0,00  | 0,00   |
| Recettes affectées                          | 89.571.000,00           | 68.933.197,61           | 68.933.197,61           | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total recettes courantes</b>             | <b>8.819.068.000,00</b> | <b>8.788.038.782,46</b> | <b>8.788.038.782,46</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                  |
| <b>Recettes en capital</b>                  |                         |                         |                         |   |  |
| Recettes fiscales                           | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00  | 0,00   |
| Recettes générales                          | 75.000,00               | 113.070,71              | 113.070,71              | 0,00  | 0,00   |
| Recettes affectées                          | 667.000,00              | 185.556,17              | 185.556,17              | 0,00  | 0,00   |
| <b>Total recettes en capital</b>            | <b>742.000,00</b>       | <b>298.626,88</b>       | <b>298.626,88</b>       | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                  |
| <b>Total recettes fiscales et générales</b> | <b>8.729.472.000,00</b> | <b>8.719.218.655,56</b> | <b>8.719.218.655,56</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                  |
| <b>Total recettes affectées</b>             | <b>90.338.000,00</b>    | <b>69.118.753,78</b>    | <b>69.118.753,78</b>    | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                        | <b>8.819.810.000,00</b> | <b>8.788.337.409,34</b> | <b>8.788.337.409,34</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                  |

( 19 )

197 (2015-2016) — N° 1

COMPTÉ D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011  
ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÉGLEMENT définitif  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011 / 19

### 2.2.3 - COMPTÉ D'EXÉCUTION DES DÉPENSES

|                                       | ALLOCATION DES CRÉDITS      |                  |                  | SITUATION DES DÉPENSES  |                                    |                                 | RÉGLEMENT DES CRÉDITS       |                                     |                                |
|---------------------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|-------------------------|------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
|                                       | Credits affectés par décret | Credits reportés | Credits libaux   | Opérations immobilières | Paiements effectués ou régularisés | Paiements restant à régulariser | Credits complémentaires (1) | Credits reportés à l'année suivante | Credits non utilisés à l'unité |
| I Services généraux                   | 451.950.000,00              | 38.865.468,41    | 490.865.468,41   | 408.249.649,16          | 0,00                               | 524.251,96                      | 69.945.228,82               | 13.194.862,39                       |                                |
| a) crédits d'ordancement              | 4.099.000,00                | 0,00             | 4.099.000,00     | 9.471.000,00            | 0,00                               | 0,00                            | 0,00                        | 1.191.044,48                        |                                |
| b) crédits d'affaires                 |                             |                  |                  |                         |                                    |                                 |                             |                                     |                                |
| II Culture et Affaires sociales       | 1.125.080.000,00            | 65.284.727,01    | 1.190.364.727,01 | 1.121.166.067,29        | 0,00                               | 0,00                            | 64.658.033,12               | 4.540.626,80                        |                                |
| a) crédits non dissociés              | 21.626.000,00               | 0,00             | 21.826.000,00    | 20.316.886,59           | 0,00                               | 0,00                            | 0,00                        | 236.346,47                          |                                |
| b) crédits d'ordancement              |                             |                  |                  |                         |                                    |                                 |                             |                                     |                                |
| III Éducation, Recherche et Formation | 6.607.874.000,00            | 120.651.687,26   | 6.928.525.687,26 | 6.769.374.767,17        | 0,00                               | 17.199.092,60                   | 109.870.197,09              | 66.479.815,60                       |                                |
| a) crédits non dissociés              | 37.588.000,00               | 0,00             | 37.588.000,00    | 28.382.022,39           | 0,00                               | 0,00                            | 0,00                        | 5.810.865,37                        |                                |
| b) crédits d'ordancement              |                             |                  |                  |                         |                                    |                                 |                             |                                     |                                |
| IV Dette publique                     | 190.126.000,00              | 19.451.044,13    | 209.579.044,13   | 162.282.595,95          | 0,00                               | 0,00                            | 28.108.587,00               | 19.187.861,18                       |                                |
| V Donations à RW et à COOF            | 483.859.000,00              | 0,00             | 483.859.000,00   | 483.858.227,12          | 0,00                               | 0,00                            | 772,88                      | 0,00                                |                                |
| a) crédits non dissociés              | 9.056.921.000,00            | 244.272.946,81   | 9.303.193.946,81 | 8.944.931.305,69        | 0,00                               | 17.723.344,56                   | 272.582.818,91              | 103.403.165,77                      |                                |
| b) crédits d'ordancement              | 63.515.000,00               | 0,00             | 63.515.000,00    | 56.276.743,74           | 0,00                               | 0,00                            | 0,00                        | 7.238.256,36                        |                                |
| Total général                         | 9.122.436.000,00            | 244.272.946,81   | 9.365.708.946,81 | 9.001.208.050,43        | 0,00                               | 17.723.344,56                   | 272.582.818,91              | 110.841.422,03                      |                                |

(1) À établir par le décret de règlement définitif du budget pour dépenses faites au-delà des crédits

COMPTÉ D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011  
ET RÉSULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DEFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011/2012

**2.2.4 - COMPTÉ D'EXÉCUTION DES RECETTES, DES ENGAGEMENTS ET DES ORDONNEMENTS DES CRÉDITS VARIABLES**

| <b>ENGAGEMENTS</b>                    | <b>RECETTES</b>                              |                            |                       | <b>Disponible en engagement au 31.12.2011</b> |
|---------------------------------------|--|----------------------------|-----------------------|---|
|                                       | <b>Solde reporté (et réductions de Visa)</b> | <b>Recettes de l'année</b> | <b>Disponible</b>     |   |
| I Services généraux                   | 10.503.395,56                                | 28.003.415,84              | 38.506.811,40         | 16.872.049,64                                 |
| II Culture et Affaires sociales       | 28.353.639,84                                | 34.157.227,49              | 66.338.140,69*        | 33.626.611,36                                 |
| III Education, Recherche et Formation | 44.963.713,28                                | 6.958.110,45               | 52.013.579,11**       | 40.123.237,15                                 |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>83.820.748,68</b>                         | <b>69.118.753,78</b>       | <b>156.858.531,20</b> | <b>90.621.893,15</b>                          |
|                                       |  |                            |                       | <b>66.236.633,05</b>                          |

| <b>ORDONNEMENTS</b>                   | <b>RECETTES</b>       |                            |                       | <b>Disponible en ordonnancement au 31.12.2011</b> |
|---------------------------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|---|
|                                       | <b>Solde reporté</b>  | <b>Recettes de l'année</b> | <b>Disponible</b>     |   |
| I Services généraux                   | 10.584.952,35         | 28.003.415,84              | 38.588.368,19         | 16.811.683,81                                     |
| II Culture et Affaires sociales       | 40.247.622,38         | 34.157.227,49              | 74.404.849,87         | 32.070.203,51                                     |
| III Education, Recherche et Formation | 52.207.959,61         | 6.958.110,45               | 59.166.070,06         | 37.841.086,24                                     |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>103.040.534,34</b> | <b>69.118.753,78</b>       | <b>172.159.288,12</b> | <b>86.722.973,56</b>                              |
|                                       |                       |                            |                       | <b>85.436.314,56</b>                              |

\* Y compris le montant des visas annulés : 3.827.773,36 euros

\*\* Y compris le montant des visas annulés : 91.753,8 euros

197 (2015-2016) — N° 1

( 22 )

COMPTÉ D'EXÉCUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011  
ET RÉSULTATS À INSÉRER DANS LES PROJETS DE DÉCRET DE RÈGLEMENT DEFINITIF  
DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2011 / 21

**2.2.5 - COMPTÉ D'EXÉCUTION DES RECETTES ET DES ORDONNEMENTS DE LA SECTION PARTICULIÈRE**

| Budgets                           | Prévisions   |          |              | Opérations comptabilisées |                       |              | Solde cumulés |               |      | Solde à reporter à l'exercice 2012 |  |
|-----------------------------------|--------------|----------|--------------|---------------------------|-----------------------|--------------|---------------|---------------|------|------------------------------------|--|
|                                   | Recettes     | Dépenses | Recettes     | Dépenses                  |                       | Solde        | Au 01.01.2011 | Au 31.12.2011 |      |                                    |  |
|                                   |              |          |              | Totalles                  | Restant à régulariser |              |               |               |      |                                    |  |
| Éducation, Recherche et Formation | 2.923.724,08 | 0,00     | 2.923.724,08 | 0,00                      | 0,00                  | 2.923.724,08 | 2.923.724,08  | -2.923.724,08 | 0,00 | 0,00                               |  |
| TOTAUX                            | 2.923.724,08 | 0,00     | 2.923.724,08 | 0,00                      | 0,00                  | 2.923.724,08 | 2.923.724,08  | -2.923.724,08 | 0,00 | 0,00                               |  |

( 23 )

197 (2015-2016) — N° 1

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2011  
 ET RESULTATS A INSERER DANS LES PROJETS DE DECRET DE REGLEMENT DEFINITIF  
 DU BUDGET DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE POUR L'ANNEE 2011 /22

**2.2.6 - DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS**

| Chapitre | DO | AB1 | AB2 | PA | Libellé allocation de base   | Crédits d'ordonnancement disponibles |
|----------|----|-----|-----|----|--|--------------------------------------|
| 1        | 11 | 11  | 04  | 01 | Personnel autre que statutaire   | -524.251,96                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 11</b>  | <b>-524.251,96</b>                   |
|          |    |     |     |    | <b>Total 1</b>   | <b>-524.251,96</b>                   |
| Chapitre | DO | AB1 | AB2 | PA | Libellé allocation de base   | Crédits d'ordonnancement disponibles |
| 3        | 40 | 01  | 07  | 81 | Intervention de la Communauté française pour la réalisation d'un programme de transition professionnelle | -153.905,38                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 40</b>  | <b>-153.905,38</b>                   |
| 3        | 41 | 11  | 03  | 11 | Personnel statutaire   | -20.420,39                           |
| 3        | 41 | 11  | 03  | 14 | Personnel statutaire   | -17.761,89                           |
| 3        | 41 | 11  | 03  | 17 | Personnel statutaire   | -162.861,49                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 41</b>  | <b>-201.043,77</b>                   |
| 3        | 48 | 43  | 01  | 42 | Subventions-traitements  | -366.491,92                          |
| 3        | 48 | 44  | 01  | 43 | Subventions-traitements  | -228.125,31                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 48</b>  | <b>-594.617,23</b>                   |
| 3        | 50 | 11  | 03  | 40 | Traitements des chargés de mission   | -101.026,00                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 50</b>  | <b>-101.026,00</b>                   |
| 3        | 51 | 11  | 05  | 20 | Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement fondamental                        | -324.363,17                          |
| 3        | 51 | 11  | 03  | 41 | Personnel statutaire du maternel   | -34.807,41                           |
| 3        | 51 | 11  | 03  | 61 | Personnel statutaire du primaire   | -1.201.390,87                        |
| 3        | 51 | 11  | 03  | 62 | Personnel statutaire du primaire   | -21.033,65                           |
|          |    |     |     |    | <b>Total 51</b>  | <b>-1.581.595,10</b>                 |
| 3        | 52 | 43  | 01  | 44 | Subventions-traitements - enseignement de plein exercice   | -9.699.499,32                        |
|          |    |     |     |    | <b>Total 52</b>  | <b>-9.699.499,32</b>                 |
| 3        | 53 | 44  | 01  | 48 | Subventions-traitements du personnel pédagogique   | -959.350,11                          |
|          |    |     |     |    | <b>Total 53</b>  | <b>-959.350,11</b>                   |
| 3        | 55 | 11  | 03  | 40 | Personnel statutaire (cadre d'extinction)  | -16.255,83                           |
| 3        | 55 | 11  | 03  | 42 | Personnel statutaire (chargés de mission)  | -191.598,60                          |
| 3        | 55 | 43  | 15  | 43 | Subventions-traitements (chargés de mission)   | -437.838,07                          |
| 3        | 55 | 44  | 11  | 44 | Subventions-traitements (chargés de mission)   | -316.979,10                          |
| 3        | 55 | 43  | 24  | 61 | Subventions-traitements de l'intercommunale d'architecture   | -36.718,09                           |
|          |    |     |     |    | <b>Total 55</b>  | <b>-999.389,69</b>                   |
| 3        | 56 | 11  | 03  | 41 | Personnel statutaire   | -69.751,17                           |
| 3        | 56 | 11  | 05  | 60 | Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'enseignement de promotion sociale               | -26.303,47                           |
|          |    |     |     |    | <b>Total 56</b>  | <b>-96.054,64</b>                    |
| 3        | 57 | 11  | 03  | 30 | Personnel statutaire   | -623.428,28                          |
| 3        | 57 | 43  | 01  | 32 | Subventions-traitements  | -128.329,19                          |
| 3        | 57 | 43  | 01  | 70 | Subventions-traitements  | -1.973.453,98                        |
| 3        | 57 | 01  | 01  | 72 | Subventions-traitements pour des personnels de l'enseignement officiel subventionné                      | -87.399,91                           |
|          |    |     |     |    | <b>Total 57</b>  | <b>-2.812.611,36</b>                 |
|          |    |     |     |    | <b>Total 3</b>   | <b>-17.199.092,60</b>                |
|          |    |     |     |    | <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>-17.723.344,56</b>                |

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2020/30912]

**27 APRIL 2020. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2011 (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:  
EERSTE DEEL. — DIENSTEN ALGEMEEN BESTUUR VAN HET MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

## BEGROTINGSJAAR 2011

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

**Artikel 1.** De vastleggingskredieten toegekend per begrotingsdecreten voor het begrotingsjaar 2011, bedragen 104.878.000 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 2)

## § 2 Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

**Art. 2.** De uitgavenvastleggingen aangerekend ten laste van deze kredieten bedragen 102.127.458,63 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 5)

**Art. 3.** De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggingskredieten bedragen 2.750.541,37 euro (bijlage tabel 2.2.1, kolom 7). Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt dit bedrag geannuleerd (bijlage tabel 2.2.1, kolom 9).

## § 3. Vaststelling van de vastleggingsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Art. 4.** De variabele vastleggingskredieten aangewend voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2011 bedragen 69.118.753,78 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 3).

Daar het beginsaldo op 1 januari 2011, verhoogd met verminderingen van visa op vorige jaren, + 83.820.748,68 euro bedroeg (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 2), bedragen de beschikbare vastleggingen ten laste van de variabele kredieten voor het jaar 2011 156.858.531,20 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 16 van het decreet van 15 december 2010 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2011 thesaurievoorschotten en de debettoalstand van sommige variabele kredieten toegelaten.

## § 4. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de begrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Art. 5.** De uitgavenvastleggingen ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2011 bedragen 90.621.898,15 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 5)

**Art. 6.** Naar aanleiding van de bepalingen van de artikelen 4 en 5 hierboven, bedragen de beschikbare vastleggingen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2011 66.236.633,05 euro (bijlage tabel 2.2.4 vastleggingen, kolom 6).

Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begroting*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 7.** De voorziene ontvangsten ten bate van de Franse Gemeenschap bedragen voor het begrotingsjaar 2011 een som van 8.729.472.000 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 2)

Dit bedrag bestaat uit:

(in euro)

|   |               |
|---|---------------|
| - lopende fiscale en algemene ontvangsten | 8.729.397.000 |
| - fiscale en algemene kapitaalontvangsten | 75.000        |

**Art. 8.** De begrotingsontvangsten van het jaar 2011 bedragen 8.719.218.655,56 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 4).

Dit bedrag bestaat uit:

(in euro)

|   |                  |
|---|------------------|
| - lopende fiscale en algemene ontvangsten | 8.719.105.584,85 |
| - fiscale en algemene kapitaalontvangsten | 113.070,71       |

**Art. 9.** De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 0 euro (bijlage tabel 2.2.2 kolom 5)

Dit bedrag bestaat uit :

a. geannuleerde of in onbepaald uitstel gebrachte rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 6)

(in euro)

|   |  |
|---|--|
| - lopende fiscale en algemene ontvangsten |  |
| - fiscale en algemene kapitaalontvangsten |  |

b. naar het begrotingsjaar 2012 overgedragen rechten (bijlage tabel 2.2.2 kolom 7)

|   |  |
|---|--|
| - lopende fiscale en algemene ontvangsten |  |
| - fiscale en algemene kapitaalontvangsten |  |

## 2 Vaststelling van de uitgavenkredieten

**Art. 10.** De begrotingsdecreten betreffende het begrotingsjaar 2011 hebben de som van 9.122.436.000 euro voor de ordonnancering van de uitgaven toegekend en verdeeld op de volgende wijze:

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 2).

(in euro)

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 63.515.000    |
| Niet-gesplitste kredieten | 9.058.921.000 |

**Art. 11.** Die uitgavenmachtigingen voortvloeiend uit artikel 10 worden vermeerderd met de kredieten overgedragen van het vorige begrotingsjaar voor een bedrag van 244.272.946,81 euro krachtens de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 verdeeld als volgt (bijlage tabel 2.2.4 kolom 3) :

|                           |                |
|---------------------------|----------------|
| Ordonnanceringskredieten  |                |
| Niet-gesplitste kredieten | 244.272.946,81 |

**Art. 12.** Krachtens de vorige artikelen 10 en 11 bedragen de toegekende beschikbare totaaluitgavenmachtigingen voor het begrotingsjaar 2011 de som van 9.366.708.946,81 euro (bijlage tabel 2.2.3 kolom 4). Deze uitgavenmachtigingen worden verdeeld als volgt

(in euro)

|                           |                  |
|---------------------------|------------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 63.515.000       |
| Niet-gesplitste kredieten | 9.303.193.946,81 |

## § 3 Vaststelling van de uitgaventoestand

**Art. 13.** De uitgaven aangerekend ten laste van het begrotingsjaar 2011 bedragen 9.001.208.050,43 euro, onderverdeeld in (bijlage tabel 2.2.3, kolom 5):

|                           |                  |
|---------------------------|------------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 56.276.743,74    |
| Niet-gesplitste kredieten | 8.944.931.306,69 |

**Art. 14.** Van dit bedrag werd aan het Rekenhof verantwoording afgelegd voor een bedrag van 9.001.208.050,43 euro waarvan:

|                           |                  |
|---------------------------|------------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 56.276.743,74    |
| Niet-gesplitste kredieten | 8.944.931.306,69 |

(bijlage tabel 2.2.3, kolom 6)

**Art. 15.** Uit de vergelijking van de artikelen 13 en 14 blijkt dat er geen uitgave is die geregulariseerd moet worden met toepassing van artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991 (bijlage tabel 2.2.3, kolom 7).

#### § 4 Regeling van de kredieten

**Art. 16.** De vergelijking tussen de uitgavenmachtigingen (artikel 12) en de aangerekende verrichtingen (artikel 13) doet een verschil uitkomen voor het begrotingsjaar 2011 van 365.500.896,38 euro onderverdeeld als volgt :

|                           |                |
|---------------------------|----------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 7.238.256,26   |
| Niet-gesplitste kredieten | 358.262.640,12 |

**Art. 17.** Om de uitgaven van het begrotingsjaar 2011 verricht boven of in afwezigheid van (de) kredieten, worden aanvullende kredieten voor een bedrag van 17.723.344,56 euro toegekend waaronder:

|                           |               |
|---------------------------|---------------|
| Ordonnanceringskredieten  | 0             |
| Niet-gesplitste kredieten | 17.723.344,56 |

Deze kredieten worden verdeeld zoals vermeld in bijlage tabel 2.2.6.

**Art. 18.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 16 en 17, bestaat het bedrag van de op 31 december 2011 beschikbare kredieten uit:

(bijlage tabel 2.2.3, kolommen 11 en 12).

(in euro)

|   | Ordonnanceringskredieten | Niet-gesplitste kredieten | Totaal         |
|---|--------------------------|---------------------------|----------------|
| Te annuleren kredieten                                    | 7.238.256,26             | 103.403.165,77            | 110.641.422,03 |
| Naar het volgende begrotingsjaar over te dragen kredieten |                          | 272.582.818,91            | 272.582.818,91 |

#### § 5 Algemeen ontvangsten- en uitgavenresultaat van de begroting 2011

**Art. 19.** Het algemeen resultaat van de begroting voor het begrotingsjaar 2011 wordt als volgt opgesteld:

De ontvangsten bedragen 8.719.218.655,56 euro

De uitgaven bedragen 9.001.208.050,43 euro

Als conclusie, indien geen rekening wordt gehouden met de variabele kredieten en de afzonderlijke sectie, overtreffen de uitgaven de ontvangsten met 281.989.394,87 euro

#### HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven betreffende de begrotingsfondsen (variabele kredieten)*

##### § 1. Vaststelling van de aangewende ontvangsten

**Art. 20.** De vastgestelde ontvangsten van deze aard bedragen voor het begrotingsjaar 2011 de som van 69.118.753,78 euro (bijlage tabel 2.2.2 aangewende ontvangsten kolom 4) waarvan

|                     |               |
|---------------------|---------------|
| Lopende ontvangsten | 68.933.197,61 |
| Kapitaalontvangsten | 185.556,17    |

##### § 2. Vaststelling van de ordonnanceringsbegrotingsfondsen (variabele kredieten)

**Art. 21.** De aangewende variabele ordonnanceringskredieten voor de ordonnanceringen van het begrotingsjaar 2011 bedragen 69.118.753,78 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringen, kolom 3)

Daar het beginsaldo op 1 januari 2011 103.040.534,34 euro bedroeg, bedragen de beschikbare ordonnanceringen op de variabele kredieten 172.159.288,12 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnancering, kolom 4)

In afwijking van § 4 van artikel 45 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, heeft artikel 16 van het decreet van 15 december 2010 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2011 thesaurievoorschotten en de debettoestand van sommige variabele kredieten toegelaten.

##### § 3. Vaststelling van de uitgaven ten laste van de variabele kredieten

**Art. 22.** De ordonnanceringen aangerekend ten laste van de variabele ordonnanceringskredieten van het begrotingsjaar 2011 bedragen 86.722.973,56 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringen kolom 5).

**Art. 23.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 21 en 22 hierboven, bedragen de beschikbare ordonnanceringen – variabele kredieten op het einde van het begrotingsjaar 2011 85.436.314,56 euro (bijlage tabel 2.2.4 ordonnanceringen kolom 6). Dit saldo wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK IV. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting*

**Art. 24.** De begrotingsdecreten van het jaar 2011 hebben de ontvangsten en uitgaven voor de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap geraamd als volgt:

|               | (in euro)    |
|---------------|--------------|
| - Ontvangsten | 2.923.724,08 |
| - Uitgaven    | 0            |

(bijlage tabel 2.2.5, kolommen 2, 3).

**Art. 25.** Het saldo dat beschikbaar is op 1 januari 2011 bedroeg 2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 8).

Er werd een ontvangst van 2.923.724,08 euro geboekt (bijlage tabel 2.2.5 kolom 4).

**Art. 26.** Er werd geen uitgave aangerekend (bijlage tabel 2.2.5 kolom 5).

Er zijn dus geen uitgaven die nog moeten worden geregulariseerd en waarvoor artikel 79 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit van toepassing is (bijlage tabel 2.2.5, kolom 6).

**Art. 27.** Het verschil tussen de ontvangsten en de aangerekende uitgaven van het begrotingsjaar bedraagt 2.923.724,08 euro (bijlage tabel 2.2.5, kolom 7).

Rekening houdend met het beschikbaar saldo van de uitgaven van het begrotingsjaar 2011, zoals bepaald in artikel 25 en de uitgaven opgenomen in artikel 26, bedraagt het op 31 december 2011 in de afzonderlijke sectie van de begroting van de Franse Gemeenschap beschikbare saldo 0 euro (bijlage tabel 2.2.5 kolom 10). Het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Globaal resultaat*

**Art. 28.** Alle diensten samen, begroting, variabele kredieten en afzonderlijke sectie, rekening houdend met de artikelen 19, 21, 22 en 27 van dit decreet, geeft het globaal resultaat van de begroting 2011 (in euro):

Begroting sensu stricto : - 281.989.394,87

Variabele kredieten : : - 17.604.219,78

Afzonderlijke sectie : + 2.923.724,08

Totaal : -296.669.890,57

TWEEDE DEEL. — *VERRICHTINGEN TER UITVOERING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN MET AFZONDERLIJK BEHEER VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP*HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven verricht ter uitvoering van de begrotingen van de diensten met afzonderlijk beheer van het ministerie van de Franse Gemeenschap*

## § 1 Vaststelling van de ontvangsten

**Art. 29.** De vooruitzichten voor de jaarlijkse ontvangsten bedragen 357.120.891,99 euro

De ontvangsten voor het begrotingsjaar 2011 bedragen 452.012.249,90 euro.

Het beschikbare saldo op 1 januari van het jaar bedraagt 284.073.747,73 euro.

De ontvangsten van het jaar en het beschikbare saldo op 1 januari vormen een saldo voor de uitgaven van 2011 van 736.085.997,63 euro.

## § 2. Vaststelling van de uitgaven

**Art. 30.** De vooruitzichten voor de uitgaven bedragen 328.760.296,83 euro.

De uitgaven bedragen 447.279.862,83 euro.

## § 3. Begrotingsresultaat

**Art. 31.** Overeenkomstig de artikelen 29 en 30, wordt het begrotingsresultaat van het jaar vastgelegd op het bedrag van + 4.732.387,07 euro.

Het beschikbare bedrag op 31 december 2011 is de som van 288.806.134,80 euro; het wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

## DEEL DRIE. — “CATEGORIE A” INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT

**Wallonie-Bruxelles-International (WBI)**

## • ONTVANGSTEN

|  |               |
|--|---------------|
| De vooruitzichten op   | 65.012.000    |
| De aangerekende ontvangsten bedragen   | 58.016.266,48 |
| Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten bedraagt | 6.995.733,52  |

## • UITGAVEN

|  |               |
|--|---------------|
| De kredieten die bij de begrotingsdecreten zijn toegewezen, bedragen | 75.036.300    |
| De aangerekende kosten bedragen                                      | 27.029.887,74 |

## • RESULTAAT

|   |                      |
|---|----------------------|
| Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het C.G.R.I., op | <b>30.986.378,74</b> |
| - d.w.z. de jaarontvangsten van                                   | 58.016.266,48        |
| - verminderd met de uitgaven, van                                 | 27.029.887,74        |

**Begroting Egalisatiefonds (Fonds)**

## • ONTVANGSTEN

|   |   |
|---|---|
| De vooruitzichten op  | 0 |
| Aangerekende ontvangsten op   | 0 |
| Het verschil tussen de vooruitzichten en de in rekening gebrachte ontvangsten, op | 0 |
| Kredieten die bij begrotingsdecreten zijn toegewezen, op                          | 0 |
| Aangerekende uitgaven, op   | 0 |
| Het bedrag van de te annuleren kredieten, op                                      | 0 |

## • RESULTAAT

|  |          |
|--|----------|
| Het resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds, op | <b>0</b> |
| - of de ontvangsten van het jaar,                              | 0        |
| - minus de uitgaven, vanaf                                     | 0        |

Overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 16 maart 1954 worden de rekeningen van de instellingen van categorie A opgesteld onder het toezicht van de minister waaronder zij ressorteren en maken zij het voorwerp uit van een ontwerp van begrotingsregeling.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 april 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET,

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke Kansen en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
Fr. DAERDEN,

De Vice-President en Minister van Kind,  
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD,

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY,

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

---

Nota

(1) *Zitting 2019-2020*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr.62-1 – Commissieverslag, nr.62-2. Tekst aangenomen tijdens de plenaire zitting, nr.62-3.

Integraal verslag - Bespreking en aanneming - Vergadering van 27 april 2020.